



COLLECTIF NATIONAL DES 27&28 SEPTEMBRE 2014
RÉSOLUTION SUR LA SITUATION POLITIQUE

MOBILISATION GÉNÉRALE POUR UNE AUTRE POLITIQUE À GAUCHE !

Le gouvernement Hollande-Valls s'enfoncé dans la crise. Tous les jours ou presque, des annonces scandaleuses (ordonnances, chasse aux chômeurs...), des affaires, des crises ministérielles, des sondages au plus bas devant un échec total et spectaculaire, s'accumulent et provoquent sidération, écoœurement, révolte. L'échec des politiques d'austérité à sortir le pays de la crise économique et sociale nourrit le désaveu du gouvernement. Le Pacte de Responsabilité est largement rejeté par ceux qui ont élu François Hollande. Le débat public a commencé sur un quinquennat qui pourrait ne pas aller à son terme.

LE TEMPS PRESSE !

Une crise politique permanente s'est installée et peut connaître de brutales accélérations. Ensemble, avec le Front de gauche, doit se préparer à y faire face. Alors que le Front National se positionne comme prétendant à gouverner, il n'y a donc pas de temps à perdre pour tenter d'inverser le cours des choses.

L'urgence est de renverser le sentiment ambiant que la politique est corrompue, ou que celle de Hollande est la seule possible, ou que pour se venger d'avoir été dupé, on va essayer Marine Le Pen pour faire sauter le système. Il est donc vital qu'une autre politique possible à gauche apparaisse aux yeux de l'opinion. Notre objectif est de construire un processus qui permette

d'incarner l'existence d'une alternative crédible à la politique gouvernementale qui rendrait possible une autre majorité à gauche et un autre gouvernement qui rompe avec l'austérité.

En effet, l'avenir dépend de celles et ceux qui luttent et qui prennent en main leurs vies. Comme l'écrit, dans la continuité de la Marche du 12 avril, le collectif AAA « *Si nous tous, citoyens et citoyennes, salarié-e-s, privé-e-s d'emploi, retraité-e-s, syndicalistes, militant-e-s associatifs et politiques, actrices et acteurs du monde de la culture et du sport, nous nous rassemblons, nous rendrons possible une alternative, une autre politique sociale et solidaire, écologiste et féministe, démocratique.* » Nous voulons contribuer à une forte mobilisation générale comme celles en Grèce et en Espagne, pour rompre avec les politiques gouvernementales et patronales, pour changer les règles et changer la société, pour permettre un tout autre usage des richesses de ce pays.

RÉPONDRE À LA CRISE DÉMOCRATIQUE : RENDRE LE POUVOIR AU PEUPLE

Un débat est engagé sur les issues possibles à la crise politique inédite qui a éclaté depuis la rentrée. François Hollande et Manuel Valls essaient d'imposer la « solidarité » avec le gouvernement aux différentes forces de gauche et à la majorité parle-

mentaire en répétant qu'il n'ya pas d'alternative à leur politique.

Dans cette situation, la droite, et notamment l'UMP, est en difficulté, n'ayant pas réglé la question de son leadership. Alors que l'affrontement entre Nicolas Sarkozy et Alain Juppé monte en puissance, elle est incapable de proposer sur le fond une politique différente de celle de Valls qui est dévouée au MEDEF. Mais elle peut trouver les moyens de surmonter ces obstacles, bénéficiant partiellement des mobilisations récurrentes du peuple de droite (notamment contre le mariage pour tous) qui continuent à marquer le paysage politique.

Le Front National cherche à s'imposer comme une « force de gouvernement » crédible qui serait capable d'occuper le pouvoir. Marine Le Pen défend la nécessité d'une dissolution de l'Assemblée Nationale et se déclare prête à diriger comme Premier Ministre un gouvernement de cohabitation avec François Hollande.

Oui, il faut redonner la parole au peuple ! Mais une simple dissolution de l'Assemblée Nationale sans modification du système institutionnel ni existence d'une alternative à gauche ne permet pas à elle seule de résoudre la crise politique et sociale que le pays connaît aujourd'hui. Remplacer le gouvernement Valls par un gouvernement de droite, ou même d'alliance entre la droite et l'extrême droite ne pourrait qu'aggraver encore la situation actuelle en poursuivant et en la radicalisant la politique actuelle.

Une sortie de crise passe par un refus de s'enfoncer plus avant dans l'austérité et par une rupture politique qui permette d'en finir avec les institutions de la Ve République.

Le mouvement Ensemble! défend en ce sens la nécessité d'une suspension immédiate du Pacte de Responsabilité, l'arrêt

des coupes dans les dépenses publiques, la mise en place de la proportionnelle et l'élection d'une Assemblée constituante qui permette d'en finir avec le présidentia-lisme mortifère de la Ve République.

Les aspirations démocratiques existent aujourd'hui pour permettre de maîtriser collectivement les affaires communes, de déterminer les priorités qu'il faut résoudre pour répondre aux besoins sociaux et environnementaux immédiats. La convocation d'une Assemblée constituante permettrait l'implication de la population pour décider ensemble des choix que nous voulons faire. Elle serait une issue progressiste à l'épuisement des gouvernements qui se succèdent et des institutions monarchiques qui nous paralysent. Un soulèvement démocratique, que la situation politique et sociale porte en elle, en est la condition.

RÉPONDRE À LA CRISE À GAUCHE : CONSTRUIRE UNE COALITION DES FORCES OPPOSÉES À VALLS ET HOLLANDE !

Ensemble! avec le Front de gauche, est disponible pour agir avec toutes les forces politiques, syndicales et associatives, les citoyens, qui s'opposent au gouvernement. Cette opposition peut être totale, générale, ou, au départ, seulement sur des points plus limités. Mais l'important est le mouvement d'opinion qui a commencé dans le pays, dans les composantes du mouvement social et syndical et dans la gauche, dans une partie du PS et d'EELV, sur le thème : on ne peut plus continuer comme cela. Bien entendu, ce mouvement d'opinion doit se traduire en actes s'il veut être efficace et les batailles internes aux partis ne peuvent pas se réduire à des ripolinages de façades ou à des manœuvres d'appareil pour la course à 2017. Si tel est le cas, la déception sera encore plus grande, comme la rupture avec les secteurs issus de la gauche et désormais dégoûtés de la politique. C'est maintenant

qu'il faut rompre vraiment avec cette politique de droite ou libérale-sociale, qui tourne les dos et prend le contre-pied des attentes exprimées en 2012, donnant tout aux patrons, au CAC 40, méprisant les citoyens-es.

Cela nécessite évidemment une clarification du projet des députés rassemblés dans Vive la gauche et dans EELV. C'est loin d'être acquis à ce jour, mais c'est ce qu'il faut discuter et proposer. C'est un processus de longue haleine qu'il faut engager pour construire une coalition sociale et politique d'un type nouveau, un rassemblement populaire qui porte une alternative politique globale et qui rende possible une autre majorité et un autre gouvernement pour mener une politique qui réponde aux exigences sociales et environnementales. Au sein d'un tel rassemblement, nous porterons avec d'autres la perspective d'une transformation radicale de la société, des rapports économiques, politiques et sociaux qui la structurent, du modèle productiviste qui la domine.

Le Front de gauche qui a recueilli 4 millions de voix à l'élection présidentielle, n'est pas parvenu à lui seul à convaincre une majorité qu'une autre politique est possible. Pour gagner, pour construire une nouvelle majorité politique, le rassemblement doit aller bien au-delà, chez les socialistes critiques ou révoltés, les écologistes méprisés et rassembler les acteurs du mouvement social. Bien entendu, il n'y a rien à attendre de la direction du PS, qui sera un adversaire dans ce processus et qui depuis des années s'est construite en acceptant le système tel qu'il est. Il faut l'isoler et la rendre minoritaire dans le pays, avec le gouvernement qu'elle soutient. François Hollande a indiqué qu'il serait prêt à aller à une dissolution si le pays était « ingouvernable » ou « paralysé par la rue ». La poursuite de la politique d'austérité ne peut qu'approfondir la crise politique qui s'est ouverte.

L'issue de cette crise politique est aujourd'hui imprévisible et dépendra largement des mobilisations sociales et des réactions citoyennes. Seront-elles assez puissantes pour peser sur les contradictions de la majorité gouvernementales et accélérer les recompositions en cours, voire redessiner un champ politique nouveau ? De plus, les clarifications au sein de la majorité gouvernementale dépendront aussi pour beaucoup de l'attitude du gouvernement Valls. Va-t-il aller jusqu'au bout de sa logique et céder aux exigences toujours plus grandes du Medef ou essaiera-t-il de conforter sa majorité par une plus grande prudence ?

Le rassemblement doit donc aussi se construire par une dynamique venant du mouvement social et de toute la société. Il concerne en premier lieu les forces syndicales, associatives, écologistes, féministes, les mouvements démocratiques et citoyens, dans la culture, dans les quartiers, les villes et communes, dans les pratiques solidaires et alternatives qui se développent sur de nombreux aspects de la vie : luttes de réappropriation d'entreprises (Frilib...), pratiques innovantes de type « Zéro déchets », innovations artistiques et médiatiques, solidarités anti-racistes de nouveaux types (avec par exemple la coordination « Pas sans Nous » qui vient de se créer à Nantes...), protection des espaces naturels (Notre Dame des Landes, Barrage de Sivens...), vigilance anti-nucléaire, etc. Souvent, ces luttes et ses pratiques ne sont pas sous le regard des médias traditionnels ou des professionnels politiques. C'est donc à nous de les valoriser, les soutenir, les animer.

Il est temps d'en finir avec une séparation dépolitisante du « social » et du « politique ». Les exigences sociales portent par elles-mêmes de gros enjeux politiques de société : il faut l'assumer. De leur côté, les forces politiques peuvent beaucoup apprendre des mouvements sociaux. Il est

temps de converger et d'agir ensemble sans que personne ne soit à la remorque de quiconque. C'est ce qui s'est construit avec la marche du 12 avril 2014, associant syndicats, forces politiques et associatives : à une échelle importante, des fédérations syndicales, des associations, ont voulu prendre leur responsabilité à partir d'un appel politique, et s'engager durablement. C'est un pas en avant précieux qui provoque de multiples débats salutaires (notamment dans les syndicats), et doit s'approfondir et renouveler le champ politique et social.

RÉPONDRE À LA CRISE :

UNE AUTRE POLITIQUE EST POSSIBLE

L'actualité, la crise sociale, et les enjeux du débat parlementaire et politique des prochains mois, mettent les questions principales au centre des débats sur lesquels nous pouvons rassembler et agir : Ensemble propose donc au débat du Front de gauche et d'autres partenaires à gauche et dans le mouvement social de s'entendre sur 4 ou 5 chapitres de mesures d'urgences qui pourraient rendre visible un changement de politique immédiat. Les parlementaires du Front de gauche doivent chercher à rendre possibles des initiatives avec les députés de la gauche du PS et écologistes qui refusent la politique de Valls, et construire des propositions communes.

a) **Les lois budgétaires** de l'automne seront un test décisif pour rassembler et mobiliser (la loi de Finance et projet de loi de financement de la sécurité sociale ou PLFSS). Elles résument les dérives libérales du gouvernement, l'austérité qu'il impose au pays et aggrave la crise, et son acceptation docile des systèmes d'encadrement des finances publiques mis au point en Europe par tous les gouvernements. Face à ces projets, il faut populariser l'idée d'un autre budget totalement différent : avec le refus

de payer les dettes illégitimes, la désobéissance aux règles de l'Europe, la rupture du Pacte de responsabilité qui étouffe les finances publiques au profit des actionnaires sans créer d'emplois. Face à ce projet, il est possible de construire un **Pacte solidaire** de propositions pour une réforme fiscale dans la justice, basée sur un impôt sur le revenu fortement progressif (au lieu de la suppression de la première tranche), la baisse de la TVA, pour une sécurité sociale au financement basé sur la création de richesses socialisée pour les droits humains, pour des emplois publics et des services publics développés et démocratisés sous le contrôle des usagers et des salariés.

b) **La loi de transition énergétique** doit être un moment d'exigences préfigurant des mesures radicales à décider pour le sommet mondial de Paris sur le climat fin 2015. C'est maintenant que cela se prépare. Il reste moins de 500 jours pour engager la mobilisation populaire et contraindre la France et tous les gouvernements à sauver les conditions de vie sur la planète. La loi énergétique doit prendre place dans une planification écologique visant à respecter au moins les objectifs du GIEC de réduire de $\frac{3}{4}$ les émissions de gaz à effet de serre : on en est loin ! Malgré les bonnes intentions affichées, elle ne propose pas d'avancer vers un bouleversement des régimes de transports, mais de soutenir la voiture électrique ! Elle fixe des objectifs d'énergie renouvelable très en dessous du nécessaire, ce qui est logique avec le refus d'abandonner du nucléaire. Il est donc nécessaire de mobiliser pour stopper les grands travaux inutiles et anti-écologiques (à commencer par l'arrêt de NDDL) révélateurs d'une préférence maintenue pour le productivisme ; à exiger un plan de rénovation thermique des logements à grande échelle, créatrice d'emplois ; à engager un plan national de transports collectifs basé sur le rail, le ferroutage, permettant la réduction drastique des transports par camions et voitures individuelles, et nécessi-

tant un débat public sur les reconversions industrielles nécessaires.

c) Contre l'accroissement des inégalités et l'appropriation capitaliste des richesses, défendons les salaires et les emplois qualifiés: au lieu de faire semblant de s'étonner des écarts grandissants entre les personnes « au bas de l'échelle » et les plus riches, puis de bricoler des aumônes méprisantes pour les salariés pauvres ou sans emploi (fusion RSA, PPE ...), l'urgence est d'augmenter le SMIC, les salaires, les allocations de remplacement. Le déblocage du point d'indice dans la fonction publique aurait un effet politique d'entraînement. Au lieu de pratiquer la traque des chômeurs, il est nécessaire d'augmenter leurs droits collectifs (notamment à des formations qualifiantes) et leurs allocations basées sur des cotisations patronales accrues, ainsi que de garantir le régime des intermittents du spectacle, modèle de sécurité sociale professionnelle à généraliser. Au lieu de laisser faire les fermetures d'entreprises et les licenciements, il faut exiger l'aide publique à l'économie sociale et solidaire, à la reprise par les salariés eux-mêmes des entreprises menacées ou cédées, refuser les licenciements boursiers; il faut revoir toute la législation de protection de l'emploi en se basant sur les propositions faites au Parlement (Front de gauche) ainsi que par les syndicats.

d) **Les lois de réforme territoriales** doivent être combattues en redonnant la parole aux citoyens (exigence de référendums) et en donnant à voir des mesures alternatives dans toutes les communes, communautés de communes, métropoles, départements et régions. Mesures pour le développement des services publics contre l'emprise des multinationales (Eau, Déchets, transports, cantines scolaires ...); pour un aménagement équilibré et solidaire des territoires luttant contre les inégalités croissantes; pour le "vivre ensemble" contre les discriminations dans les quartiers populaires.

C'est ainsi que pourra être démontré et préservé le sens démocratique et social de la compétence générale des collectivités en concrétisant de libres coopérations pour un habitat et des transports collectifs respectant la nature (ceintures vertes) et satisfaisant les besoins populaires (gratuité ou prix allégés). C'est ainsi que pourra être développé le pouvoir populaire par la capacité d'agir propre des habitants et de leurs associations; par leur implication dans les débats citoyens et pour un véritable droit à la ville. La bataille contre la recentralisation de l'Etat au bénéfice du marché sera l'occasion de mettre en avant des propositions dessinant la République que nous voulons.

e) **Droits humains et droits sociaux sont inséparables** : face à un gouvernement qui brandit volontiers des discours sur les droits « généraux », mais piétine les droits sociaux, nous réaffirmons que tous les droits sont totalement liés :

- ▶ droit à l'égalité femmes-hommes : dans le salaire, l'accès à toutes les qualifications, la liberté de disposer de son corps, droit à l'avortement impliquant la fin de l'austérité dans les hôpitaux et les centres IVG, la lutte contre toutes les violences, physiques ou symboliques
- ▶ lutte contre l'ordre moral, libre sexualité pour toutes et tous sans atteinte aux droits civils (mariage, PMA...)
- ▶ -droits égaux des personnes immigrées : à l'emploi et au logement sans discrimination, droit de vote aux personnes résidentes d'où qu'elles viennent, régularisation des sans-papiers
- ▶ droit à la dignité contre toutes les formes de racisme, contre la chasse au faciès, contre la criminalisation des Roms, mobilisation des pouvoirs publics contre l'ethnisation des droits sociaux propulsée par le FN et les droites, réaf-

firmation du principe républicain d'égalité non dissociable de la liberté des cultures et des personnes. Le risque d'une forte montée du racisme, notamment à l'encontre des Musulmans, est aujourd'hui inscrit non seulement dans la morsure profonde du FN mais aussi dans la situation internationale.

Ces mesures d'urgence ne dessinent pas en elles-mêmes un projet de société radicalement transformée. Elles doivent pourtant s'articuler avec une visée à long terme, qu'il s'agit aujourd'hui de travailler, dans le cadre et la perspective d'une rupture avec le système capitaliste.

Ces exigences partent du vécu, des indignations, des révoltes. Elles sont la pointe avancée des expressions populaires, et des mobilisations, syndicales, associatives, mouvementistes. Leur point de départ sont aussi en grande partie à l'agenda politique des semaines ou des mois qui viennent, au Parlement ou dans les grands choix politiques d'actualité (exemple : préparation des mobilisations sur le climat).

Le rassemblement dans des mobilisations sociales et politiques unitaires autour de ces exigences, s'il s'élargissait à toutes les forces critiques ou opposées à la politique du gouvernement, serait un grand pas en avant pour changer les rapports de force, et pour rendre visible la possibilité d'une autre politique.

Mais l'activité d'Ensemble ne se réduit pas à soutenir une telle démarche. Partout où nous le pouvons, nous tentons de montrer que les exigences sociales, écologiques, démocratiques, dessinent doré et déjà une autre société, un « déjà là » émancipateur qui doit se développer, une autre façon de produire, de travailler, de décider, de vivre ensemble, de s'appropriier les richesses, de construire une démocratie vivante, indissociablement sociale et politique, de démontrer que « nous pouvons

faire » à la place des décideurs actuels qui sont en réalité des prédateurs de la société et du « commun ».

Il en va ainsi des lois budgétaires qui peuvent déboucher sur une perspective de socialisation des richesses, de priorité aux services publics autogérés avec intervention active des usagers et des salariés, contre les oukazes de la troïka, pour de nouvelles règles européennes basées sur une communauté de droits sociaux étendus.

Il en va ainsi des luttes salariales et pour l'emploi de qualité, qui portent en elle la socialisation du salaire, avec gestion commune de la sécurité sociale, avec une sécurité sociale d'emploi (salaire garanti) directement antagonique au marché du travail capitaliste. Ces luttes doivent se combiner avec l'exigence de réduction massive du temps de travail (vers les 32 heures), avec créations nécessaires d'emplois dans les services publics et les entreprises, imposant un contrôle ou une reprise de pouvoir sur les conditions de travail, sur le chiffrage des besoins de postes liés à la santé, à la délibération sur les outillages et les techniques.

Il en va ainsi de la lutte écologique pour le climat, qui peut et doit déboucher sur une critique radicale du capitalisme productiviste, sur la combinaison des droits humains et de la nature incompatible avec la « main invisible » du marché et son système destructeur d'allocation des ressources, en mettant en chantier tout de suite des expériences sociales subversives et émancipatrices (zéro déchets, agriculture paysanne, ceintures vertes, qualité des produits, économies d'énergie), et un débat démocratique sur la reconversion d'industries polluantes.

POUR DES ASSISES CONTRE L'AUSTÉRITÉ ET POUR LA TRANSFORMATION SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE

Pour construire les convergences entre force de politiques de gauche, écologistes, forces du mouvement social, Ensemble propose de co-construire, nationalement et sur tout le territoire des Assises contre l'austérité et pour la transformation sociale et écologique. L'objectif est de rassembler toutes les forces de gauche et écologistes qui se situent en opposition à la politique du gouvernement et qui veulent construire une alternative. Une impulsion nationale est nécessaire, mais partout où les conditions sont réunies dans les villes ou régions, il ne faut pas attendre et prendre des initiatives de type : débats, assises, rencontres, sous toutes les formes possible.

Pour avancer vers un rassemblement, plusieurs étapes ou médiations sont possibles, qui peuvent se compléter.

Il s'agit non seulement de concrétiser les convergences sur les grands axes d'une alternative politique au gouvernement actuel, déconnectée des échéances électorales de 2015 et 2016, mais aussi d'avancer sur le contenu de propositions radicales nouvelles et co-élaborées. Il ne s'agit pas de construire une « force nouvelle », mais une coalition politique entre différentes forces constituée sur quelques mesures clés de ce que serait la politique d'un gouvernement anti austérité. Elle vise à rassembler toutes les forces du collectif «AAA/12 avril», du Front de Gauche, d'EELV, du NPA, et les secteurs du PS opposés à la politique du gouvernement, et en recherche d'une issue commune. C'est un processus sur la durée qui ne se réduit pas à une initiative de meeting, mais qui pourrait s'étendre sur la fin 2014 et tout le 1^{er} semestre 2015, combinant des temps d'élaboration et de mise en commun, et des initiatives de meetings publics plus larges, thématiques, dans une

série de villes, avec une forme innovante et des acteurs qui ne se résument pas aux habituels partenaires politiques. Chacune des réunions, au niveau national comme au niveau local, chercherait à faire apparaître des réponses communes sur les questions clés d'une alternative.

Le travail sur le contenu politique est essentiel. Nous devons rassembler toutes ces forces et mobiliser ensemble contre une série de décisions gouvernementales passées et montrer que nous pouvons le faire ensemble (contrôle et dénonciation de l'argent versé par le CICE aux grosses entreprises, contre le travail du dimanche, la réforme des seuils sociaux, la refonte du code du travail.. etc). Mais le processus d'« assises » doit aller plus loin, et aborder toutes les questions sous l'angle de propositions illustrant une alternative de gouvernement, ce que ferait une majorité vraiment à gauche. Comme d'autres l'ont fait ailleurs, (Syria en Grèce) définir les points clés d'un gouvernement qui résisterait aux injonctions de marchés et de Bruxelles et engagerait les premières ruptures avec les logiques libérales.

Cela implique de prendre également en compte comme contribution à ce débat des apports comme le texte Sortir de la crise, c'est possible. (du collectif AAA)

Nous pourrions proposer 3 thèmes de discussion (il s'agit évidemment une proposition indicative qui évoluera dans le cadre d'une véritable co-construction) :

- ▶ Redonner l'espoir d'une politique économique et sociale qui sorte de l'austérité et en termine avec le chômage.(tout ce qui a trait à l'Europe, la BCE et les traités, la lutte contre la finance, hausse des revenus et politique de l'emploi, défense des services publics, de la santé et sécurité sociale etc.)

- ▶▶ Redonner l'espoir qu'une transition écologique est possible dès maintenant (une politique de relance écologique, incluant logement, transport, énergie etc.)
- ▶▶ Redonner l'espoir d'une société démocratique (refonder des institutions vers une 6^e République, une Assemblée constituante, égalité des droits et extensions de nouveaux droits...)

Ces trois questions sont indissociables pour l'alternative à construire, et ces assises visent à rassembler, plutôt qu'à séparer dans des mouvements différents et concurrents.

La construction de ces rencontres doit être le fruit d'une co-élaboration avec tous les partenaires disponibles, désireux de s'y engager. Notre capacité de mobilisation populaire passe par une expérimentation de formes nouvelles d'initiatives politiques, traduisant l'état d'esprit qui anime cette proposition. Elles doivent chercher à être plus dynamiques, plus participatives, plus créatives. Il s'agirait donc d'éviter la succession si classique de longues prises de parole politiques successives pour donner à voir le métissage des univers institutionnels (partis, élu-e-s), intellectuels, artistiques, sociaux et citoyens.

Ensemble portera cette proposition dans le cadre du Front de Gauche et prendra toutes les initiatives nécessaires pour rendre possible ce processus.

OUVRIR UNE NOUVELLE ÉTAPE POUR LE FRONT DE GAUCHE

L'enjeu dans la période actuelle est de redonner confiance dans la démarche du Front de gauche. Il faut faire vivre la démarche politique qu'il représente, en articulant la perspective de la VI^e République et la lutte contre l'austérité.

L'assemblée du 6 septembre a permis de susciter un débat inédit et transversal, entre les différents espaces du Front de Gauche et ce type d'initiative appelle des suites. La question de la participation citoyenne – que ce soit à travers la question des adhésions directes ou selon d'autres modalités – devrait être prise à bras le corps.

Le Front de gauche doit être l'aile marchante du rassemblement de toutes les forces de gauche et écologistes opposées à la politique de Valls et Hollande.

Il est également essentiel de donner à voir rapidement que le Front de Gauche sera uni dans les prochaines échéances électorales régionales et cantonales. Ce qui suppose la construction d'une position commune autour des réponses politiques programmatiques à défendre mais également articulant la nécessaire autonomie vis-à-vis du Parti Socialiste avec une démarche de rassemblement des forces politiques opposées à l'austérité et à la politique gouvernementale.

Enfin, le Front de Gauche doit être partie prenante des mobilisations, se tourner vers toutes les luttes, sociales, démocratiques, écologistes, féministes... multiplier les initiatives de solidarité, porter des propositions politiques fortes à l'échelle locale et nationale pour contribuer à renforcer les combats de tous ceux qui aspirent à une société plus juste et plus démocratique.

Dans cette perspective, il doit s'impliquer dans les collectifs « AAA », au niveau national, en portant la perspective d'une manifestation (ou de manifestations décentralisées dans une série de grandes villes) mi-novembre contre le budget et la politique du gouvernement. Il doit également s'impliquer, là où c'est possible, et en fonction des réalités locales, dans la constitution de comités locaux « AAA ».